

# NOTE DE LECTURE

Par Serge DEGALLAIX

**Kako NUBUKPO, L'urgence africaine : changeons le modèle de croissance !**, Éd. Odile Jacob, septembre 2019

L'auteur, Kako NUBUKPO, togolais, ancien Ministre de la Prospective et de l'Évaluation des politiques publiques du Togo, ancien Directeur de la Francophonie économique et numérique au sein de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), est actuellement Doyen de la Faculté des Sciences Economique de Lomé. Il a publié en septembre 2019 « L'urgence africaine : changeons le modèle de croissance ! », chez Odile Jacob.

\*\*\*

L'ouvrage démarre par l'exposé des erreurs de diagnostic du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque mondiale sur l'Afrique (et d'autres pays), de leur prisme

idéologique qui les amènent à négliger le fait que toute politique ne vaut que par la prise en compte de la société à laquelle elle s'applique. La société africaine n'est ni la société occidentale, ni la société asiatique. L'approche néolibérale des institutions de Bretton Woods privilégie le rétablissement des grands équilibres

économiques, par la réduction de la demande et non par la croissance. Le consensus de Washington, qui en est l'expression, paraît aujourd'hui être relégué au second plan en ces temps coronariens mais il pourrait resurgir une fois la COVID-19 derrière nous.

Les bons résultats macro-économiques prêtés à l'Afrique pour ces vingt dernières années, sont considérés avec scepticisme car largement provoqués par les

**Kako  
Nubukpo**



**L'Urgence  
africaine**

**Changeons le modèle  
de croissance**



fluctuations des matières premières et n'ont pas entraîné de changements en profondeur dans l'appareil productif africain. Il s'agit de faire bonne figure pour attirer les investisseurs et les soutiens internationaux. L'émergence proclamée apparaît à bien des égards comme une arlésienne, une dernière trouvaille sémantique pour retrouver de la légitimité chez les dirigeants.

\*\*\*

L'Afrique n'est en effet pas absoute de ses responsabilités.

Les contradictions internes qui enrayent le développement incombent d'abord aux dirigeants et à l'*establishment* politique et économique qui tirent profit du système. La « servitude volontaire » au FCFA est acceptée par les gouvernements, en raison des facilités d'importations et de transfert que la zone franc offre. Les décisions sont prises souvent par les autorités sans guère consulter la population ; les programmes électoraux omettent des grands thèmes comme l'intégration régionale.

Les peuples eux-mêmes ne sont pas sans reproches car ils peuvent tirer profit du trafic illicite aux frontières et n'ont pas intérêt à l'abolition de celles-ci. La société civile apparaît unie dans le rejet mais prompte à se diviser et à s'affronter dès qu'il s'agit

de mener des politiques concrètes qui appellent des arbitrages.

\*\*\*

Le constat ainsi posé, que faire ?

Sans fard excessif, Kako NUBUKPO s'interroge sur la compatibilité entre l'émergence, qui suppose vision à long terme, continuité, et des revendications sociales de forces démocratiques qui ne peuvent être satisfaites sans délais et sans patience, cela sur un arrière-plan d'ethnicité, et de tensions internes chroniques. Pour en sortir, seules sont efficaces une prise en compte des réalités et dynamiques sociétales, une vision à long terme mobilisatrice et une autonomie vis à vis des contraintes extérieures ou de celles auto-imposées au nom du libéralisme commercial.

Kako NUBUKPO constate que l'agriculture et les services sont nécessaires mais ne sont pas suffisants au développement de l'Afrique, l'industrialisation reste un impératif. Celle-ci passe d'abord par l'agriculture, source de gains de productivité, de mise en place d'une industrie mécanique répondant aux besoins du monde rural, d'une insertion plus rémunératrice dans les chaînes de valeurs mondiales, à l'instar de ce qui devrait se faire pour les matières premières minières.

Là également pour l'ancien directeur des affaires numériques de l'OIF, à contre-courant de ce qui se dit habituellement, le numérique n'est pas présenté comme la voie royale de sortie du sous-développement. Il peut être même un mirage. Les performances individuelles ne doivent pas faire oublier qu'il faut un écosystème porteur pour que le numérique prenne son essor et irrigue l'économie et la société. Or, l'écosystème reste bien insuffisant : absence d'un système national d'innovation, accès parcimonieux au financement, absence de réseaux de distribution des produits dans l'espace subsaharien. La crainte est aussi que, en l'absence de changement de modèle de développement, le numérique ne soit un leurre et ne fasse le jeu des GAFA.

\*\*\*

Kako NUBUKPO est connu pour ses critiques de la zone franc qui, à côté de rémanences colonialistes, freinerait le développement par une politique monétaire excessivement prudente et par l'impossibilité de dévaluer pour faciliter les ajustements. Il faut que les pays de la zone franc retrouvent leur souveraineté monétaire. Les réformes menées ces deux dernières décennies qui vont dans ce sens ne sont pas

évoquées, ni, davantage - mais l'ouvrage a été rédigé avant - les décisions portant sur le retrait des administrateurs français des organes de direction, de la fin de l'obligation de dépôt au compte d'opération.

Sur l'intégration économique panafricaine et les Communautés Economiques Régionales, Kako NUBUKPO s'évade des clichés africains ou occidentaux qui, souvent -calculs économiques improbables à l'appui-, annoncent recul de la pauvreté et croissance, sans mettre en doute la faisabilité des annonces faites. Il en va ainsi de la Zone de Libre Echange Continentale, décidée l'an dernier et qui aurait dû entrer en application en juillet 2020 mais repoussée pour cause de COVID. Au-delà de cette circonstance très particulière, d'autres raisons existent comme des fluctuations des prix des matières premières, la lutte épisodique contre la contrebande qui ferme les frontières, l'absence de préparation technique suffisante pour mettre en doute une intégration, à court terme. D'autant que l'auteur se livre à une analyse historique, sociologique, politique qui démonte les pesanteurs, les intérêts nationaux et particuliers, qui sont autant d'obstacles à une intégration efficace.

Carlos LOPEZ, ancien Secrétaire exécutif de la CEA (Commission

Economique pour l'Afrique) et pourtant ardent défenseur du panafricanisme, pouvait relever qu'en Afrique on célèbre plus les annonces de résultats que les résultats, qui souvent font défaut.

Pour l'auteur, l'Afrique doit rompre avec le libre-échangeisme et les économies africaines ont tout intérêt à protéger ensemble leurs marchés et à trouver en eux-mêmes les ressorts de la croissance, leur diversité assurant la complémentarité.

\*\*\*

Publié en septembre 2019, l'ouvrage n'aborde naturellement pas les récents développements dus au virus et à son corollaire la crise

économique. A ce jour, les prédictions pessimistes d'il y a six mois n'ont pas été vérifiées, au moins à court terme. Dans l'ensemble, l'Afrique a su faire preuve de résilience et de réactivité.

Mais il est clair que l'état de l'économie mondiale, même dopée aux crédits des banques centrales, ne joue pas dans le sens du développement de l'Afrique, endogène ou pas.

**Serge DEGALLAIX**

Directeur général  
Fondation Prospective et Innovation